

**Jean-Dominique Giuliani**, qui joue à l'occasion les émissaires officieux de la France en Europe, se fait analyste de l'action européenne de **Nicolas Sarkozy**. Le président de la **Fondation Robert Schuman** (FRS) publie, le 22 mai, *Un Européen très pressé* (**Editions du moment**), un premier décryptage de la stratégie continentale du président. S'il souligne la mauvaise gestion du projet d'**Union pour la Méditerranée**, Giuliani, ex-**UDF**, ne cache pas son accord avec de nombreux aspects de la politique sarkozienne : fermeté à l'égard de la Turquie, rapprochement avec les ex-pays de l'Est, stratégie de relance de la défense européenne, réaffirmation des "racines chrétiennes" de l'Europe, etc. Il approuve surtout la façon qu'a, selon lui, cet "Européen du troisième type", qui fait fi des vieux débats (fédéralisme, etc.), de bousculer des institutions européennes assoupies sous la présidence **Barroso**, en cherchant des accords pragmatiques et rapides. Et, mérite suprême aux yeux de celui qui codirige aussi le **Club Rhénan** (forum commun de la FRS et de la **Konrad Adenauer Stiftung**), Nicolas Sarkozy aurait même fini par intégrer les subtilités du "franco-allemand". A voir...

**Michael Spence**, prix Nobel d'économie en 2001 conjointement avec **Joseph Stiglitz**, présentera le *Growth Report*, le 22 mai au **Conseil d'analyse stratégique**, avant d'en débattre notamment avec **Philippe Aghion** et **André Sapir** (**Bruegel**). Ce rapport est le fruit de deux années de travail de la **Commission on Growth and Development**, que préside Spence. Ce cénacle de 21 économistes internationaux, a été lancé en 2006 avec le soutien de quelques pays (Royaume-Uni, Suède, etc.) et de la **Banque mondiale**. Son objet : dégager les conditions d'une croissance "profitable à tous dans les pays en voie de développement".

## ■ Les think-tanks refont l'Europe

**Treize think-tanks européens vont présenter, le 23 mai à Paris, leurs propositions pour les trois présidences à venir du Conseil de l'Europe.**

A travers le projet **Think Global - Act European** (TGAE), les think-tanks européens veulent exprimer leur souhait d'une gouvernance cohérente de l'UE, et peser dessus. Le bilan de leurs réflexions, pas toujours consensuelles, sera présenté à Paris le 23 mai, en présence de **Jean-Pierre Jouyet**. Il s'agit de préconisations sur les grands enjeux qu'aura à affronter la "troïka" - France, République tchèque, Suède - qui va présider l'UE au cours des dix-huit prochains mois. Les think-tanks appellent entre autres à une réflexion stratégique sur le rôle que pourrait jouer l'UE comme pouvoir régulateur sur la scène internationale. Egalement au menu : création d'un marché unique de l'énergie, remise à plat de la PAC au-delà des seuls enjeux budgétaires, innovations en matière de politiques migratoires (sujet le plus clivant), soutien accru à la vie démocratique européenne, etc.

Coordonné par **Elvire Fabry**, de la **Fondation pour l'innovation politique**, et **Gaëtane Ricard-Nihoul** de **Notre Europe**, le projet TGAE rassemble, en plus des ces deux structures françaises, onze laboratoires d'idées européens, parmi lesquels **Bruegel**, le **Centre for European Policy Studies** (Bruxelles) et le **Centre for European Reform** (Londres). Il illustre l'adaptation des think-tanks à la nouvelle donne européenne. Car dans la perspective de la présidence stable du **Conseil européen** qui naîtra du traité de Lisbonne, la coordination de la "troïka" devient déterminante. D'autant qu'elle interviendra à un moment décisif pour l'UE (révision budgétaire, élections, etc.), et qu'il apparaît déjà que les trois pays n'ont pas un agenda cohérent. La diffusion du "programme TGAE" se poursuivra donc dans les mois à venir, en direction des décideurs politiques et en collaboration, notamment, avec l'**Institut Aspen-France**.

## Travailler mieux pour souffrir moins

**La Fabrique, qu'anime le strauss-kahnien François Kalfon, veut remettre l'enjeu des relations de travail au cœur du programme de la gauche.**

Lancée en janvier par **François Kalfon**, membre du conseil national du **PS**, **La Fabrique** commence à tirer les enseignements de son premier cycle d'auditions. Avant la réception de **Xavier Lacoste**, DG d'**Altedia** et membre du **Conseil d'orientation pour l'emploi**, le 15 mai, ce club d'experts de la question sociale avait notamment consulté **Jean-Christophe Sciberras**, DRH du Technopôle de **Renault**, et **Bernard Saincy** (**CGT**). Tous soulignent le durcissement du monde du travail, l'accroissement des troubles psycho-sociaux liés aux mutations économiques, ainsi que l'impact de ces souffrances sur les salariés et les entreprises. Des phénomènes essentiels à prendre en compte à l'heure où la pénibilité est un sujet de négociation central dans le débat sur les retraites. Mais c'est aussi, aux yeux de François Kalfon, le type de question concrète que le PS a déserté, ce qui a contribué à placer la candidate **Ségolène Royal** en difficulté sur la question du travail.

**Alain Vidalies**, député des Landes et patron de la **Commission nationale entreprises** du **PS**, organise un colloque sur le LBO, le 24 mai rue de Solferino. Les militants socialistes sont conviés à venir débattre des rachats d'entreprise avec effet de levier en compagnie, entre autres, de **Guillaume Duval**, rédacteur en chef d'*Alternatives économiques*, très en vogue au PS ; **Philippe Matzkowski**, du **Collectif LBO** (proche de la **CGT**) ; **Denis Durand** (**Banque de France**) et **Marie-Noëlle Lienemann**. Mais aucun chef d'entreprise, comme le pointe amèrement un militant sur le blog du secteur entreprises du PS, qui dénonce des instances dirigeantes "éloignées de la réalité". On peut douter que le **Forum de la rénovation** du parti, tenu trois jours auparavant sous la direction de **Henri Weber** et d'**Alain Bergounioux**, sur le thème "Mai 68 : comment continuer ?", contribue à le rassurer.

**Valéry Giscard d'Estaing** médite à voix haute. L'ancien président de la **Convention européenne** interviendra, à l'invitation de **Sylvie Goulard**, devant le **Mouvement européen** au Sénat. Thème de la conférence : "Démocratie ? Transparence ? Quelle procédure pour choisir les futurs responsables européens ?". Une réflexion qui ne manquera pas de piquant alors que VGE dépeint un profil idéal de ces futurs responsables qui correspond étonnamment au sien...

**Le Forum européen sur l'énergie nucléaire**, chargé par le **Conseil européen** d'organiser le débat dans l'UE sur les avantages et les risques du nucléaire, se réunira les 22 et 23 mai à Prague. **Anne Lauvergeon** y interviendra aux côtés de **José-Manuel Barroso** et du commissaire européen **Andris Piebalgs**, ainsi que de nombreux dirigeants politiques des pays membres, mais aussi des représentants des ONG environnementales.